

# **Coalition des employeurs pour les compétences avancées**

Mémoire présenté dans le cadre des consultations  
prébudgétaires le 14 août 2009

### Résumé

La Coalition des employeurs pour les compétences avancées regroupe des chefs d'associations de l'industrie préoccupés par la capacité des collèges et des instituts de former un nombre suffisant de diplômés pour atténuer les pénuries imminentes en matière de compétences avancées.

Les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés peuvent sembler contre-intuitives dans un contexte de récession économique mondiale, mais les mises en garde et les analyses statistiques prévoyant de graves conséquences à la suite des changements démographiques au Canada demeurent en place. Fermer les yeux sur ces mises en garde nuira non seulement à la reprise lorsque nous sortirons de la récession, mais freinera aussi notre croissance économique future.

Les États-Unis ont reconnu ce danger et ils ont pris les mesures nécessaires pour l'éviter. En juillet 2009, le Groupe des conseillers économiques du président des États-Unis Barack Obama a rendu public un rapport intitulé *Preparing the Workers of Today for the Jobs of Tomorrow*. Ce rapport souligne que les professions qui connaîtront la plus forte croissance seront celles qui nécessitent des études collégiales. Le président Obama a également annoncé une proposition de plusieurs milliards de dollars pour aider les collèges communautaires des États-Unis à accueillir massivement des étudiants pendant la récession et pour former 5 millions de diplômés de plus d'ici 2020. L'aide devrait comprendre des prêts sans intérêts et des subventions pour les installations, ainsi que des fonds destinés à l'élaboration des programmes d'études.

Les conclusions du rapport des États-Unis sont compatibles avec l'analyse de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, qui indique que les diplômés des collèges et des instituts sont, dans une proportion de six pour un, plus en demande que les diplômés universitaires pour combler les pénuries de compétences avancées.

La Coalition des employeurs pour les compétences avancées demande un effort concerté semblable pour aider les collèges et les instituts du Canada à offrir les compétences avancées dont les employeurs ont besoin pour relever les défis croissants de la contraction démographique et de la nécessité d'accroître la productivité.

Avec plus de 1 000 campus, les collèges et les instituts offrent un accès aux compétences avancées dans toutes les régions du pays. Un investissement additionnel dans le but d'accroître la capacité permettra d'élargir les possibilités offertes aux Canadiens moins privilégiés, tout en répondant aux besoins des employeurs pour des compétences avancées dans le plus grand nombre de collectivités possible.

Les employeurs ont également besoin des compétences avancées en matière d'innovation et de recherche et développement que les collèges et les instituts offrent aux centres d'affaires et industriels à l'échelle locale. Pendant que l'aide financière fédérale destinée à la recherche et développement est pratiquement toute allouée à la découverte et à la recherche pure effectuée par les universités, nous négligeons la commercialisation, l'incubation d'entreprises et la recherche axée sur le marché effectuées par les collèges et les instituts. Pourtant, ce genre de recherche est le lubrifiant nécessaire pour bâtir des économies locales dynamiques. La recherche appliquée améliore la productivité, la compétitivité et la croissance des petites et moyennes entreprises, qui sont la pierre angulaire du marché de l'emploi du Canada.

**Recommandations :**

**Infrastructure**

Compte tenu de la grande nécessité de moderniser les établissements d'enseignement postsecondaire canadiens pour former un plus grand nombre de travailleurs qualifiés, la Coalition recommande de prolonger l'actuel Programme d'infrastructure du savoir à un niveau de financement de 1 milliard de dollars par année jusqu'à l'exercice financier 2014-2015. La prolongation de ce programme aidera à renforcer les établissements d'enseignement postsecondaires du Canada et garantira qu'ils disposent des ressources nécessaires pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et relever les défis de demain.

**Innovation, recherche appliquée, développement de produits et commercialisation**

Renforcer la capacité d'innovation des entreprises canadiennes en augmentant de 5 pour cent le financement fédéral destiné à la recherche pour appuyer les projets de recherche appliquée, de développement de produits et de commercialisation des collèges et des instituts avec leurs partenaires du secteur privé.

### Introduction

La Coalition des employeurs pour les compétences avancées regroupe des chefs d'associations de l'industrie préoccupés par la capacité des collèges et des instituts de fournir un nombre suffisant de diplômés pour atténuer les pénuries imminentes en matière de compétences avancées.

Les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés peuvent sembler contre-intuitives dans un contexte de récession économique mondiale, mais les mises en garde et les analyses statistiques prévoyant de graves conséquences à la suite des changements démographiques au Canada demeurent en place. Fermer les yeux sur ces mises en garde nuira non seulement à la reprise lorsque nous sortirons de la récession, mais freinera aussi notre croissance économique future.

D'après l'Association canadienne des soins de santé, la demande pour des travailleurs qualifiés dans l'industrie pose déjà des défis importants pour le système de santé du pays. Allant de pénuries chroniques de techniciens en radiologie et de spécialistes des dossiers médicaux, jusqu'au personnel infirmier et paramédical, les pénuries de travailleurs qualifiés sont largement répandues et augmentent à un rythme alarmant. Sans une hausse importante de la capacité de formation au pays, le Canada pourrait faire face à une crise dans le domaine de la santé lorsque la génération des « baby-boomers » prendra sa retraite et commencera à se prévaloir davantage des services de santé.

Toutefois, la pénurie de travailleurs qualifiés n'est pas limitée uniquement à l'industrie de la santé. En fait, dans presque tous les secteurs de l'économie, les pénuries de travailleurs qualifiés commencent à avoir des répercussions importantes sur la compétitivité et la productivité de l'économie canadienne. Qu'il s'agisse de fabrication ou de construction, de foresterie ou d'exploitation minière, d'aérospatiale ou d'accueil, les travailleurs qualifiés représentent la pierre angulaire de ces secteurs et ils sont essentiels à notre réussite économique future. À moins que la capacité de formation au pays n'augmente de façon importante, les entreprises canadiennes continueront dans les décennies à venir d'avoir de la difficulté à trouver et à conserver les travailleurs qualifiés dont elles ont besoin pour demeurer concurrentielles.

La principale source de formation de travailleurs qualifiés et de perfectionnement professionnel au Canada demeure les collèges communautaires et les écoles polytechniques. Ces établissements sont en proie à d'énormes pressions et, dans la plupart des cas, ils n'ont pas les ressources financières nécessaires pour agrandir leurs campus afin de répondre aux besoins de l'industrie. Menuisiers, soudeurs, plombiers et électriciens, technologues en fabrication, experts en aérospatiale, technologues de laboratoire, spécialistes de la construction, techniciens en réfrigération, techniciens-spécialistes du milieu et de l'énergie renouvelable, mineurs, travailleurs de la sécurité, chefs cuisiniers, technologues de la santé, techniciens de services à l'enfance, spécialistes en gérontologie et en hospice, diffuseurs, journalistes et professionnels des ressources humaines *ne sont que quelques-unes* des professions nécessitant des compétences avancées qui sont en forte demande et offertes par les collèges communautaires. Les capacités existantes au Canada sont bien loin de répondre aux besoins actuels et elles sont cruellement insuffisantes pour répondre à nos besoins futurs.

Les États-Unis ont reconnu ce danger et ils ont pris les mesures nécessaires pour l'éviter. En juillet 2009, le Groupe des conseillers économiques du président des États-Unis Barack Obama a rendu public un rapport intitulé *Preparing the Workers of Today for the Jobs of Tomorrow*. Ce rapport souligne que les professions qui connaîtront la plus forte croissance seront celles qui nécessitent des études collégiales. Le président Obama a également annoncé une proposition de plusieurs milliards de dollars pour aider les collèges communautaires des États-Unis à accueillir massivement des étudiants pendant la récession et pour former 5 millions de diplômés de plus d'ici 2020. L'aide devrait comprendre des prêts sans intérêts et des subventions pour les installations, ainsi que des fonds destinés à l'élaboration des programmes d'études.

Les conclusions du rapport des États-Unis sont compatibles avec l'analyse de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, qui indique que les diplômés des collèges et des instituts sont, dans une proportion de six pour un, plus en demande que les diplômés universitaires pour combler les pénuries de compétences avancées.

En 2008, l'Association des collèges communautaires du Canada a indiqué qu'il faudrait un investissement de l'ordre de 7,4 milliards de dollars pour aider les collèges canadiens à répondre aux besoins prévus au cours de la prochaine décennie. Même si le Programme d'infrastructure du savoir présenté dans le budget de 2009 est un premier pas positif pour répondre aux besoins existants, il faudra un effort beaucoup plus concerté pour obtenir la hausse importante des capacités de formation requise dans les établissements d'enseignement pour répondre aux besoins en matière de compétences avancées de l'économie canadienne. Compte tenu de la durée du programme actuel et du fait que seulement 30 pour cent du programme de financement de 2 milliards de dollars sera accessible aux collèges, beaucoup d'entre eux ont accordé la priorité à des projets d'entretien reporté au lieu de s'engager dans un élargissement important de leurs capacités ou la modernisation de leurs installations. La prolongation du programme après l'expiration du Plan Chantiers Canada permettrait de mettre 2,1 milliards de dollars (ou 300 millions de dollars par année) à la disposition des collèges et des écoles polytechniques et, en ajoutant les fonds obtenus par effet de levier, ce montant se rapprocherait du montant estimatif requis pour répondre à leurs besoins d'immobilisation pour assurer leur modernisation.

Le développement économique et social repose sur les connaissances et les compétences du capital humain. Les collèges et les instituts sont des éducateurs de choix pour offrir des compétences avancées. Puisqu'ils sont au diapason des besoins des employeurs, ils créent des comités consultatifs de programme pour connaître l'avis des entreprises et de l'industrie dans l'élaboration des programmes d'étude. Ils travaillent en étroite collaboration avec les associations de l'industrie, les syndicats et les conseils sectoriels en ce qui concerne les besoins en matière de ressources humaines. Les collèges et les instituts sont ainsi dans une position idéale pour connaître les compétences avancées, les tendances économiques et les changements du marché, ce qui leur permet d'adapter rapidement leurs programmes pour répondre aux besoins actuels de l'industrie.

La Coalition des employeurs pour les compétences avancées demande un effort concerté pour aider les collèges et les instituts du Canada à offrir les compétences avancées dont les employeurs ont besoin pour relever les défis croissants de la contraction démographique et de la nécessité d'accroître la productivité. Avec plus de 1 000 campus, les collèges et les instituts offrent un accès aux compétences avancées dans toutes les régions du pays et aux Canadiens moins privilégiés, tout en répondant aux besoins des employeurs pour des diplômés ayant des compétences avancées.

Pour stimuler la croissance économique, les débouchés et la productivité, les employeurs du Canada ont également besoin des compétences avancées en innovation et en recherche et développement que les collèges et instituts offrent aux centres d'affaires et industriels à l'échelle locale.

Pendant que l'aide financière fédérale destinée à la recherche et développement est pratiquement toute allouée à la découverte et à la recherche pure effectuée par les universités, nous négligeons la commercialisation, l'incubation d'entreprises et la recherche axée sur le marché effectuées par les collèges et les instituts. Pourtant, ce genre de recherche est le lubrifiant nécessaire pour bâtir des économies locales dynamiques. La recherche appliquée améliore la productivité, la compétitivité et la croissance des petites et moyennes entreprises, qui sont la pierre angulaire du marché de l'emploi du Canada.

**Recommandations :**

Les dimensions pancanadiennes de la pénurie de compétences avancées et de la recherche appliquée constituent des arguments probants pour justifier des investissements fédéraux :

**Infrastructure**

Compte tenu de la grande nécessité de moderniser les établissements d'enseignement postsecondaire canadiens pour former un plus grand nombre de travailleurs qualifiés, la Coalition recommande de prolonger l'actuel Programme d'infrastructure du savoir à un niveau de financement de 1 milliard de dollars par année jusqu'à l'exercice financier 2014-2015. La prolongation de ce programme aidera à renforcer les établissements d'enseignement postsecondaires du Canada et garantira qu'ils disposent des ressources nécessaires pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et relever les défis de demain.

**Innovation, recherche appliquée, développement de produits et commercialisation**

Renforcer la capacité d'innovation des entreprises canadiennes en augmentant de 5 pour cent le financement fédéral destiné à la recherche pour appuyer les projets de recherche appliquée, de développement de produits et de commercialisation des collèges et des instituts avec leurs partenaires du secteur privé.